

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2022-2023*

Stukken van het Waalse Parlement, 1100 (2022-2023) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 7 december 2022.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34725]

1^{er} DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, articles 5, § 1^{er}, 1^o, § 4, alinéa 2, et 6, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 septembre 2022. ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 septembre 2022 ;

Vu le rapport du 7 septembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis du Conseil d'État n°72.233/2, donné le 24 octobre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 31 décembre 2021, la continuité de l'octroi des aides à l'investissement à finalité régionale et de conférer une base légale aux demandes d'aides introduites à partir du 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Considérant que les aides à finalité régionale sont une des lignes de force de la politique économique de la Région wallonne, de telle sorte que la cohérence entre ces différentes politiques a largement été prise en considération ;

Considérant que la Commission européenne elle-même considère, dans les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2022-2027, qu'assurer la continuité des cartes des aides à finalité régionale est essentiel à un développement régional à long terme ;

Considérant que le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, souligne que les « aides d'Etat à finalité régionale visent à soutenir le développement des régions les plus défavorisées en encourageant l'investissement et la création d'emplois dans un contexte durable » ;

Considérant que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aurait pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des entreprises ayant introduit une demande d'aide à partir du 1^{er} janvier 2022, en conférant une base légale à leur demande ;

Considérant qu'en l'absence de base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir du 1^{er} janvier 2022 jusqu'à l'adoption du présent arrêté devraient être réintroduites avec un éventuel risque de non-éligibilité du projet faisant l'objet de la demande d'aide en cas de début des travaux ;

Considérant qu'en effet, le principe de l'effet incitatif, consacré par le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité, s'apprécie à la date d'introduction de la demande d'aide ;

Considérant que dès lors, si ces demandes devaient s'avérer dépourvues de base légale, l'effet incitatif ne pourrait plus, le cas échéant, être justifié par les entreprises demanderesse si elles avaient déjà débuté les travaux faisant l'objet de la demande d'aide dès lors qu'elles seraient contraintes de réintroduire une demande d'aide à la suite de l'adoption ultérieure de l'arrêté leur conférant une base légale ;

Considérant que l'effet rétroactif ne porte dès lors nullement atteinte aux droits des intéressés mais au contraire bénéficie à ceux-ci et, en ce sens, se justifie ;

Considérant que le principe de l'effet incitatif ne s'oppose en rien à ce qu'une base légale soit appliquée de manière rétroactive aux demandes d'aides introduites à partir du 1^{er} janvier 2022, pour autant – bien entendu – qu'il puisse être établi qu'il était, en pratique, rencontré dans tous les dossiers de demande d'aide concernés ;

Considérant qu'en effet, sous réserve des conditions prévues par le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité parmi lesquelles l'exigence d'un effet incitatif concrétisé par l'obligation d'introduire la demande d'aide avant le début des travaux et du contrôle de l'administration, le droit européen n'a pas pour objet de réglementer les règles de droit nationales relatives à l'organisation de la procédure d'octroi d'aides ;

Considérant qu'enfin, aucun droit acquis des entreprises ayant introduit une demande d'aide ne peut s'opposer à l'adoption d'arrêtés rétroactifs dans la mesure où il va de soi que la demande d'aide n'implique en aucun cas de droit acquis à l'aide ;

Considérant qu'au vu de ce qui précède, il importe dès lors que la réglementation wallonne puisse rétroagir au 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant qu'en effet, une suspension du régime d'aides à finalité régionale serait préjudiciable à la réalisation des objectifs de ces politiques et que toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre ;

Considérant la Communication de la Commission « Lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale » pour la période 2022-2027, J.O.U.E., n° C 153/1, du 29 avril 2021 ;

Considérant la décision de la Commission européenne du 18 juillet 2022 approuvant la carte des aides à finalité régionale pour la Belgique pour la période 2022-2027 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021 déterminant les zones de développement et les plafonds des aides à finalité régionale pour la période 2022-2027 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 8° est remplacé par ce qui suit : « 8° l'« Administration » : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche ; » ;

b) le 9° est remplacé par ce qui suit : « 9° le « fonctionnaire délégué » : le directeur général, un inspecteur général, un directeur, un premier attaché ou un attaché de l'Administration, délégué sur la base de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs du Services public de Wallonie, et sans préjudice des articles 4 et 5 dudit arrêté ; » ;

c) le 10° est remplacé par ce qui suit : « 10° les « zones de développement » : les zones de développement définies, en vertu de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, du décret et visées aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 déterminant les zones de développement et les plafonds d'aides à finalité régionale pour la période 2022-2027 ; » ;

d) le 17° et le 18° sont abrogés ;

e) l'alinéa est complété par un 22° rédigé comme suit : « 22° l'« arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 déterminant les zones de développement et les plafonds d'aides à finalité régionale pour la période 2022-2027. ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er}bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, les mots « et aux plafonds d'aides fixés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, 3., c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020 » sont remplacés par les mots « et aux plafonds d'aides fixés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022 ».

Art. 3. L'article 2bis du même arrêté inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, est abrogé.

Art. 4. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, le 1°, est remplacé par ce qui suit :

« 1° le « siège d'exploitation » : l'unité d'établissement telle que visée à l'article I.2, 16°, du Livre I^{er}, du Code de droit économique ; ».

Art. 5. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 12 décembre 2008 et 26 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° pour l'entreprise située en zone de développement visée à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022, réaliser un programme d'investissement en faveur d'une nouvelle activité économique, tel que définie à l'article 2, 51., du Règlement (UE) n° 651/2014 ; » ;

b) il est inséré un 6°/1 rédigé comme suit :

« 6°/1 pour l'entreprise située en zone de développement visée à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2022, réaliser un programme d'investissement en faveur d'un investissement initial tel que défini à l'article 2, 49., du Règlement (UE) n° 651/2014 ; ».

Art. 6. A l'article 6, § 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, 1°, a), est remplacé par ce qui suit : « a) des terrains et constructions de bâtiments ainsi que des bâtiments acquis au sens de l'article 2, 49., b), ou 51., b), du Règlement (UE) n° 651/2014 qui n'ont pas fait l'objet d'une prime antérieurement ; » ;

2° l'alinéa 5, est abrogé.

Art. 7. L'article 7bis du même arrêté inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 et modifié par l'arrêté du 26 février 2015, est abrogé.

Art. 8. L'article 17bis du même arrêté inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, est abrogé.

Art. 9. L'article 17^{ter} du même arrêté inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, est abrogé.

Art. 10. La demande de prime visée à l'article 8, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui n'a pas fait l'objet d'une décision se voit appliquer les dispositions du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Art. 12. Le Ministre de l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/34725]

1. DEZEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, Artikel 5 § 1 Absatz 2 und Artikel 6 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

Aufgrund der am 2. September 2022 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. September 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 7. September 2022;

Aufgrund des am 24. Oktober 2022 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 72.233/2 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, nach dem 31. Dezember 2021 die Kontinuität bei der Gewährung der Investitionsbeihilfen mit regionaler Zielsetzung zu gewährleisten und den ab dem 1. Januar 2022 eingereichten Beihilfeanträgen eine Rechtsgrundlage zu verleihen;

In der Erwägung, dass die Rückwirkung von Verwaltungsakten zulässig ist, sofern sie für die Kontinuität des öffentlichen Dienstes und die Regularisierung einer Sach- oder Rechtslage erforderlich ist, unter der Voraussetzung, dass sie die Anforderungen der Rechtssicherheit und die individuellen Rechte beachtet;

In der Erwägung, dass die Beihilfen mit regionaler Zielsetzung einer der Pfeiler der Wirtschaftspolitik der Wallonischen Region sind, so dass die Kohärenz zwischen diesen verschiedenen Politikbereichen weitgehend berücksichtigt wurde;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission selbst in den Leitlinien betreffend die staatlichen Regionalbeihilfen für den Zeitraum 2022 – 2027 der Ansicht ist, dass die Gewährleistung der Kontinuität der Fördergebietskarten eine wesentliche Voraussetzung für eine langfristige regionale Entwicklung bildet;

In der Erwägung, dass in der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union betont wird, dass die "staatlichen Regionalbeihilfen darauf abzielen, die Entwicklung der am stärksten benachteiligten Regionen zu unterstützen, indem sie Investitionen und die Schaffung von Arbeitsplätzen in einem nachhaltigen Kontext fördern";

In der Erwägung, dass die Annahme eines rückwirkenden Erlasses im vorliegenden Fall zur Folge hätte, dass die Rechtssicherheit zugunsten der Unternehmen, die ab dem 1. Januar 2022 einen Beihilfeantrag eingereicht haben, gestärkt würde, indem ihrem Antrag eine Rechtsgrundlage verliehen würde;

In der Erwägung, dass in Ermangelung einer Rechtsgrundlage davon auszugehen wäre, dass alle Anträge, die ab dem 1. Januar 2022 bis zur Verabschiedung des vorliegenden Erlasses eingereicht wurden, erneut eingereicht werden müssten, mit dem möglichen Risiko, dass das Projekt, für das die Beihilfe beantragt wurde, nicht beihilfefähig ist, wenn mit den Arbeiten begonnen wurde;

In der Erwägung, dass der durch die vorgenannte Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 verankerte Grundsatz des Anreizeffektes am Datum, an dem der Beihilfeantrag eingereicht wird, zu beurteilen ist;

In der Erwägung, dass, wenn sich herausstellen würde, dass für diese Anträge keine Rechtsgrundlage besteht, der Anreizeffekt somit durch die antragstellenden Betriebe ggf. nicht mehr gerechtfertigt werden könnte, wenn sie mit den Arbeiten, die Gegenstand des Beihilfeantrags sind, bereits begonnen hatten, da sie gezwungen wären, infolge der späteren Verabschiedung des Erlasses, der ihnen eine Rechtsgrundlage verleiht, erneut einen Beihilfeantrag einzureichen;

In der Erwägung, dass die Rückwirkung daher in keiner Weise die Rechte der Betroffenen beeinträchtigt, sondern im Gegenteil diesen zugutekommt und in diesem Sinne gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass der Grundsatz des Anreizeffektes in keiner Weise der rückwirkenden Anwendung einer Rechtsgrundlage auf ab dem 1. Januar 2022 eingereichte Beihilfeanträge entgegensteht, natürlich vorausgesetzt es kann festgestellt werden, dass er in der Praxis in allen betroffenen Beihilfeantragsakten erfüllt war;

In der Erwägung, dass es vorbehaltlich der Bedingungen der vorerwähnten Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014, zu denen die Voraussetzung eines Anreizeffekts gehört, der sich in der Verpflichtung konkretisiert, den Beihilfeantrag vor Beginn der Arbeiten einzureichen, und der Kontrolle durch die Verwaltung, nicht Ziel des europäischen Rechts ist, die nationalen Vorschriften über die Organisation des Verfahrens zur Gewährung von Beihilfen zu regeln;

In Erwägung, dass schließlich kein erworbenes Recht der Unternehmen, die einen Beihilfeantrag gestellt haben, der Verabschiedung rückwirkender Erlasse entgegenstehen kann, da es selbstverständlich ist, dass der Beihilfeantrag in keinem Fall einen erworbenen Anspruch auf die Beihilfe nach sich zieht;

In der Erwägung, dass es auf der Grundlage der vorstehenden Gründe folglich wichtig ist, dass die wallonische Regelung rückwirkend zum 1. Januar 2022 gelten kann;

In der Erwägung, dass eine Aussetzung der Beihilferegelung mit regionaler Zielsetzung nämlich der Zielerreichung dieser Maßnahmenpakete abträglich wäre, und dass alle Schritte zur Vermeidung dieser Aussetzung einzuleiten sind;

In Erwägung der Mitteilung der Kommission "EU-Leitlinien für Regionalbeihilfen" für den Zeitraum 2022-2027, ABl. Nr. C 153/1, 29. April 2021;

In Erwägung der Entscheidung der Europäischen Kommission vom 18. Juli 2022 zur Genehmigung der Fördergebietskarte für Belgien für den Zeitraum 2022-2027;

In Erwägung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2021 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete und der Höchstbeträge für Regionalbeihilfen für den Zeitraum 2022-2027;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015 wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 8 erhält folgende Fassung: "8° die "Verwaltung": der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;" ;

b) Ziffer 9 wird erhält folgende Fassung: "9° der "beauftragte Beamte": der Generaldirektor, ein Generalinspektor, ein Direktor, ein erster Attaché oder ein Attaché der Verwaltung, der auf der Grundlage von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und unbeschadet der Artikel 4 und 5 dieses Erlasses beauftragt wurde;" ;

c) Ziffer 10 wird erhält folgende Fassung: "10° die "Entwicklungsgebiete": die Entwicklungsgebiete, die gemäß Artikel 3 § 1 Absatz 2 des Dekrets festgelegt und in den Artikeln 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete und der Höchstbeträge für Regionalbeihilfen für den Zeitraum 2022-2027 angeführt werden;" ;

d) die Ziffern 17 und 18 werden aufgehoben;

e) dem Absatz wird eine Ziffer 22 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: "22° der "Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete und der Höchstgrenzen für Regionalbeihilfen für den Zeitraum 2022-2027."

Art. 2 - In Artikel 1*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015 wird die Wortfolge "halten die Höchstbeträge für Beihilfen ein, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, § 3, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020 bestimmt wurden" ersetzt durch die Wortfolge "halten die Höchstbeträge für Beihilfen ein, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 bestimmt wurden".

Art. 3 - Artikel 2*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen vom 17. Januar 2008, wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 3 Ziffer 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"1° der "Betriebssitz": die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 von Buch I des Wirtschaftsgesetzbuches;" ;

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008 und vom 26. Februar 2015, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"6° für das Unternehmen in einem Entwicklungsgebiet gemäß Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 ein Investitionsprogramm zugunsten einer neuen Wirtschaftstätigkeit im Sinne von Artikel 2, 51. der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 durchführen;" ;

b) es wird eine Ziffer 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"6°/1 für das Unternehmen in einem Entwicklungsgebiet gemäß Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 ein Investitionsprogramm zugunsten einer Erstinvestition im Sinne von Artikel 2, 49. der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 durchführen;" ;

Art. 6 - Artikel 6 § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe a erhält folgende Fassung "a) Grundstücke und Gebäudekonstruktionen sowie Gebäude, die im Sinne von Artikel 2, 49. b) oder 51. b) der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 erworben werden, und für die vorher noch keine Prämie gewährt wurde;" ;

2° Absatz 5 wird aufgehoben.

Art. 7 - Artikel 7*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch den Erlass vom 26. Februar 2015, wird aufgehoben.

Art. 8 - Artikel 17bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen vom 17. Januar 2008 wird aufgehoben.

Art. 9 - Artikel 17ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen vom 17. Januar 2008, wird aufgehoben.

Art. 10 - Auf den Prämienantrag gemäß Artikel 8 Absatz 1 und 2 desselben Erlasses, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wurde und über den nicht entschieden wurde, finden die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Anwendung.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2022 wirksam.

Art. 12 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/34725]

1 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, artikel 5, § 1, 1°, § 4, tweede lid, en 6, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 september 2022; ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 september 2022;

Gelet op het verslag van 7 september 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 72.233/2 van de Raad van State, gegeven op 24 oktober 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het fundamenteel is, na 31 december 2021, te zorgen voor de continuïteit in de toekenning van regionale investeringssteun en een wettelijke basis te verlenen aan de steunaanvragen ingediend vanaf 1 januari 2022;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van de administratieve akten aanvaard wordt wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten;

Overwegende dat regionale steun een van de pijlers is van het economisch beleid van het Waals Gewest, zodat de samenhang tussen deze verschillende beleidsterreinen grotendeels in aanmerking is genomen;

Overwegende dat de Europese Commissie zelf van mening is dat wat betreft de gemeenschappelijke richtsnoeren betreffende de regionale Staatssteun voor de periode 2022-2027, de continuïteit van de al toegekende regionale kaartsteun onontbeerlijk is voor een regionale ontwikkeling op lange termijn;

Overwegende dat Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, benadrukt dat “regionale staatssteun is bedoeld om de ontwikkeling van gebieden met de grootste achterstand te stimuleren door binnen een duurzaam kader investeringen en banencreatie te ondersteunen”;

Overwegende dat de vaststelling van een besluit met terugwerkende kracht in deze zaak tot gevolg zou hebben dat de rechtszekerheid voor ondernemingen die vanaf 1 januari 2022 een steunaanvraag hebben ingediend, wordt vergroot doordat zij een rechtsgrondslag krijgen voor hun verzoek;

Overwegende dat, bij gebrek aan een rechtsgrondslag, alle vanaf 1 januari 2022 tot de aanneming van dit besluit ingediende aanvragen als opnieuw ingediend moeten worden beschouwd, met een mogelijk risico dat het project waarvoor de steun wordt aangevraagd niet in aanmerking komt indien met de werkzaamheden wordt begonnen;

Overwegende dat het aanmoedigende effect, bekrachtigd bij voornoemde Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014, in aanmerking moet worden genomen op de datum van indiening van de steunaanvraag;

Overwegende dat als deze aanvragen geen wettelijke basis zouden hebben, het aanmoedigende effect dan in voorkomend geval niet meer zou kunnen worden verantwoord door de aanvraag indienende ondernemingen indien zij reeds waren begonnen met de werkzaamheden waarvoor steun was aangevraagd, aangezien ze een aanvraag zouden moeten indienen na de latere aanneming van het besluit waarbij er een wettelijke basis aan verleend wordt;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van de rechten van de betrokkenen derhalve geenszins schaadt, maar hen integendeel ten goede komt en in die zin gerechtvaardigd is;

Overwegende dat het beginsel van stimulerend effect zich er niet tegen verzet dat een rechtsgrondslag met terugwerkende kracht wordt toegepast op steunaanvragen die vanaf 1 januari 2022 zijn ingediend, mits uiteraard kan worden vastgesteld dat deze grondslag in de praktijk in alle betrokken steunaanvragen is aangetroffen;

Overwegende dat, onder de voorwaarden van voornoemde Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014, waaronder het vereiste van een stimulerend effect dat besloten ligt in de verplichting om de steunaanvraag vóór de aanvang van de werkzaamheden in te dienen en de controle van de administratie, het Europees recht niet beoogt de nationale rechtsregels betreffende de organisatie van de procedure voor de toekenning van steun te regelen;

Overwegende ten slotte dat geen enkel verworven recht van de ondernemingen die een steunaanvraag hebben ingediend, in de weg kan staan aan de vaststelling van besluiten met terugwerkende kracht, aangezien de steunaanvraag uiteraard geenszins een verworven recht op steun impliceert;

Overwegende dat, rekening houdende met wat voorafgaat, het van belang is dat de Waalse regelgeving dan ook terugwerkende kracht heeft op 1 januari 2022;

Overwegende dat een schorsing van de regionale steunregeling inderdaad nadelig zou zijn voor de uitvoering van de doelstellingen van deze beleidslijnen en dat alle maatregelen tot voorkoming van deze schorsing getroffen moeten worden;

Gelet op de mededeling van de Commissie "Richtsnoeren betreffende de staatssteun met een gewestelijk doel" voor de periode 2022-2027, Publicatieblad, nr. C 153/1, 29 april 2021;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie van 18 juli 2022 waarbij de regionale steunkaart voor België voor de periode 2022-2027 wordt goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 23 december 2021 tot vaststelling van de ontwikkelingsgebieden en de regionale steunplafonds voor de periode 2022-2027;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, laatst ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 8° wordt vervangen als volgt: "8° "Administratie": de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;";

b) punt 9° wordt vervangen als volgt: "9° "gemachtigd ambtenaar": de directeur-generaal, een inspecteur-generaal, een directeur, een eerste attaché of een attaché van de administratie, gedelegeerd op basis van artikel 3 van het besluit van de Waalse regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst en onverminderd de artikelen 4 en 5 van genoemd besluit;";

c) punt 10° wordt vervangen als volgt: "10° de "ontwikkelingsgebieden": de ontwikkelingsgebieden omschreven krachtens artikel 3, § 1, tweede lid, van het decreet en bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de ontwikkelingsgebieden en de regionale steunplafonds voor de periode 2022-2027

d) punt 17° en 18° worden opgeheven;

e) het lid wordt aangevuld met een punt 22°, luidend als volgt: "22° "besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022": het besluit van de Waalse regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de ontwikkelingsgebieden en de regionale steunplafonds voor de periode 2022-2027."

Art. 2. In artikel 1*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het decreet van de Waalse regering van 6 december 2006 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van de Waalse regering van 26 februari 2015, worden de woorden "en met de maximumbedragen vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, § 3, punt c, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020" vervangen door de woorden "en met de maximumbedragen vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022".

Art. 3. Artikel 2*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2008, wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015, wordt punt 1° vervangen door wat volgt:

"1° bedrijfszetel : vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I, van het Wetboek van economisch recht;";

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 december 2008 en 26 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 6° wordt vervangen als volgt:

"6° voor de onderneming gelegen in een ontwikkelingsgebied bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 1 december 2022, een investeringsprogramma uitvoeren ten gunste van een nieuwe economische activiteit, zoals gedefinieerd in artikel 2, 51. van Verordening (EU) nr. 651/2014;";

b) er wordt een punt 6°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"6° voor de onderneming gelegen in een ontwikkelingsgebied bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 1 december 2022, een investeringsprogramma uitvoeren ten gunste van een initiële investering, zoals gedefinieerd in artikel 2, 51. van Verordening (EU) nr. 651/2014;";

Art. 6. In artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1, 1°, a), wordt vervangen als volgt: "a) gronden en het bouwen van gebouwen alsook gebouwen aangekocht in de zin van artikel 2, 49., b), of 51., b), van Verordening (EU) nr. 651/2014 en die vroeger niet in aanmerking zijn gekomen voor een premie;";

2° lid 5 wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 7*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 en gewijzigd bij het besluit van 26 februari 2015, wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 17*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 , wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 17^{ter} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 , wordt opgeheven.

Art. 10. Op de in artikel 8, leden 1 en 2, van hetzelfde besluit bedoelde premieaanvraag die vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend en waarop geen beslissing is genomen, zijn de bepalingen van dit besluit van toepassing.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2022.

Art. 12. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 1 december 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34727]

1^{er} DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'articles 6 et l'article 8, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 septembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 septembre 2022 ;

Vu le rapport du 7 septembre établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis du Conseil d'État n^o72.234/2, donné le 24 octobre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 31 décembre 2021, la continuité de l'octroi des aides à l'investissement majorées aux entreprises qui se situent dans une des zones « d'aide à finalité régionale » et qui poursuivent un ou plusieurs des objectifs visés à l'article 6 du décret du 11 mars 2004 précité ;

Considérant que dans ce cadre, il est nécessaire de conférer rétroactivement une base légale aux demandes d'aides introduites à partir du 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Considérant que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aurait pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des entreprises ayant introduit une demande d'aide à partir du 1^{er} janvier 2022, en conférant une base légale à leur demande d'aide à l'investissement majorée ;

Considérant qu'en l'absence de base légale, il y aurait lieu de considérer que les demandes introduites à partir du 1^{er} janvier 2022 jusqu'à l'adoption du présent arrêté devraient être réintroduites avec un éventuel risque de perte d'une aide majorée visé aux articles 8, § 2, alinéa 2, et 9, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 précité ;

Considérant que l'effet rétroactif ne porte dès lors nullement atteinte aux droits des intéressés mais au contraire bénéficie à ceux-ci et, en ce sens, se justifie ;

Considérant que le principe de l'effet incitatif ne s'oppose en rien à ce qu'une base légale soit appliquée de manière rétroactive aux demandes d'aides introduites après le 1^{er} janvier 2022, pour autant – bien entendu – qu'il puisse être établi qu'il était, en pratique, rencontré dans tous les dossiers de demande d'aide concernés ;

Considérant que sous réserve des conditions prévues par le Règlement (UE) n^o 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité parmi lesquelles l'exigence d'un effet incitatif concrétisé par l'obligation d'introduire la demande d'aide avant le début des travaux et du contrôle de l'administration, le droit européen n'a pas pour objet de réglementer les règles de droit national relatives à l'organisation de la procédure d'octroi d'aides ;

Considérant qu'une demande d'aide n'implique en aucun cas un droit acquis à l'aide ;

Qu'au vu de ce qui précède, il importe dès lors que la réglementation wallonne puisse rétroagir au 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant la Communication de la Commission « Lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale » pour la période 2022-2027, J.O.U.E., n^o C 153/1, 29 avril 2021 ;

Considérant la décision de la Commission européenne du 18 juillet 2022 approuvant la carte des aides à finalité régionale pour la Belgique pour la période 2022-2027 ;